



**L'affaire avait défrayé la chronique. Paul Biya venait alors de convoqué le grand dialogue au palais des Congrès de Yaoundé.**

Pendant qu'on y était, un baron du régime qui plus, est ami intime de Paul Biya, va ouvrir le bal de la discorde dès le premier jour des travaux le 30 septembre 2019.

Ibrahim Mbombo Njoya, puisqu'il s'agit de lui, roi des Bamouns, et non moins membre du comité central du parti au pouvoir RDPC, venait ainsi de jeter un pavée dans la marre.

Le vieux monarque de Foumban, avait alors fait des propositions révolutionnaires qui avaient pris son propre camp, dont le Premier ministre, chef du gouvernement à contre-pied.

« Je continue à penser et le répète, que le problème qui se pose au Cameroun est aussi celui de l'alternance et le seul remède qui pourrait guérir le mal est :

1- La révision de la Constitution.

2- La limitation du mandat présidentiel à

2x5ans non renouvelables.

3- L'élection à deux tours.

4- La révision du code électoral

5- La décentralisation dont il faut accélérer la mise en place, dans les 06 mois qui suivent le dialogue.

En somme, si ces propositions sont réalisées, nous aurons facilité la tâche au Président de la République », avait déclaré dans sa liberté de ton le Sultan Ibrahim Mbombo Njoya.

Entre panique et réprimande, le Sultan avait été rappelé à l'ordre pour avoir évoqué les vrais problèmes qui fâchent et qui peuvent mettre à mal les positions rigides d'un régime qui ne veut pas bouger d'un iota.

Dans sa prise de parole, le premier Ministre chef de gouvernement, va recadrer le Sultan, précisant que les participants ne devraient pas s'écarter des points déjà établis par le Président Paul Biya.

« Le sultan Mbombo Njoya a proposé un mandat présidentiel de 5 ans renouvelable une seule fois. Et un scrutin à deux tours.

Le premier ministre nous a rappelé qu'on devrait s'en tenir à l'agenda et ne pas sortir du sujet. », avait regretté maître Akere Muna, ancien bâtonnier du barreau des avocats et candidat à la dernière élection présidentielle.

« Si donc on ne peut discuter de la forme de l'État, des mandats illimités de Paul Biya, du code électoral, de la Constitution, de la sécession, à quoi bon donc organiser un soi-disant grand dialogue national ? », s'interrogeait Me Akere Muna.

Voici quelques morceaux choisis de l'allocution du sultan Ibrahim Mbombo Njoya ce 30 septembre 2019 au dialogue national :

« Il me semble que le problème anglophone n'est pas le plus difficile à résoudre, malgré les pertes humaines et les conséquences désastreuses que nous déplorons tous. Pour les gens de ma génération qui ont vécu la libération des États africains du joug colonial, nous avons le cœur déchiré de constater que 60 ans après les indépendances, nos enfants et petits-enfants prennent les armes pour tuer au nom d'une langue et d'une culture coloniale, que nous avons considéré comme un butin de guerre de notre lutte pour la libération de notre pays le Cameroun, et la conquête de notre liberté. »

« S'il y a un point sur lequel je peux affirmer sans risque de me tromper, et sur lequel les Camerounais ne sont pas d'accord à une très large majorité, c'est le problème de la sécession, dans ce sens que depuis l'avènement de la réunification, le vivre ensemble des Camerounais anglophones et francophones ne peut être remis en cause. »

« Par ailleurs, dans son message le 10 Septembre dernier, le Président de la République a rappelé qu'au terme de notre Constitution, il est habilité à user d'un droit de grâce. C'est tout

dire... Dans ce contexte, je pense qu'au-delà des problèmes qui se présentent à nous aujourd'hui, les Camerounais souhaitent dans leur grande majorité, l'alternance.

En effet, tout être humain vit d'espoir même si cet espoir est lointain. Il se dit que s'il ne voit pas se concrétiser son espérance, au moins ses enfants en connaîtront. Celui qui vous parle a été membre du comité constitutif du 18 janvier 1995, qui a accouché de la Constitution du 18 Janvier 1996, prévoyant entre autres, la décentralisation. A cette époque, faut-il le rappeler, le Cameroun avait déjà adopté la démocratie comme principe de gouvernance, ce qui suscita la création de plusieurs partis politiques.

Une fois ce principe accepté, nous devons savoir que tout parti politique vise la conquête du pouvoir, et si la Loi ne lui donne pas la possibilité d'aspirer à cette ambition, son existence n'a pas sa raison d'être. C'est pour cela que nous avons adopté la limitation des mandats présidentiels.

Mais les partis politiques créés n'ont pas compris que quand un parti est au pouvoir, sa vocation est d'y rester le plus longtemps possible. Ainsi on a pu remarquer que même dans les vieilles démocraties où il existe la limitation des mandats présidentiels, le Président de la République sortant, s'efforce toujours de faire en sorte qu'un membre de son parti lui succède. Ils font même campagne pour lui.

En fait, ce qui crée l'incompréhension dans nos partis politiques, c'est qu'ils confondent la durée d'un parti au pouvoir à celle de la personne qui gouverne. Je continue à penser et le répète, que le problème qui se pose au Cameroun est aussi celui de l'alternance et le seul remède qui pourrait guérir le mal est :

1- La révision de la Constitution

2- La limitation du mandat présidentiel à

2x5ans non renouvelables

3- L'élection à deux tours.

4- La révision du code électoral

5- La décentralisation dont il faut accélérer la mise en place, dans les 06 mois qui suivent le dialogue.

En somme, si ces propositions sont réalisées, nous aurons facilité la tâche au Président de la République. »